

CAMPAGNE

Migrations: les enjeux!

La campagne de l'ASTI doit poursuivre l'effort de réflexion sur l'immigration au Luxembourg. Elle sera résolument tournée vers l'avenir, et prévoit d'abord un effort d'analyse, ensuite de sensibilisation ... en attendant le courage politique.

"Répondons aujourd'hui aux questions de demain", voilà le slogan qu'a choisi l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI) pour sa campagne de réflexion et de sensibilisation sur les enjeux de la migration au Luxembourg. La perspective des 700.000 habitant-e-s a fait irruption dans la conscience collective au détour d'une petite phrase du Premier ministre à la sortie du "Rentendesch". Depuis lors, une idée fait son chemin: parler d'immigration vers le Luxembourg ne doit pas seulement se faire au passé, mais aussi au futur - qui viendra, pour-quoi, et comment intégrera-t-on ces personnes?

Interroger

Il ne suffit pas de répondre à ces questions, il faut aussi comprendre le phénomène de l'immigration - et de le faire comprendre à une population mal préparée. Après des décennies de discours identitaires, de politiques d'intégration manquées et d'un multiculturalisme très inégalement réparti dans la population, la tâche est considérable.

Un pas en avant en la matière a été effectué sur initiative du Comité de liaison et d'action des étrangers (CLAE), l'autre grande ONG qui s'occupe des questions d'immigration: en novembre 2000 a eu lieu le colloque "Un

siècle d'immigration au Luxembourg", suivi de la publication d'un numéro spécial de la revue Passerelles en automne 2001 (voir en bas).

En demandant à Jean-Claude Juncker, l'"homme des 700.000", de tenir la conférence inaugurale de la campagne, le 28 mars, l'ASTI a frappé un grand coup médiatique. A priori cela peut sembler étrange qu'on invite le chef d'un gouvernement auquel l'ASTI, avec d'autres, n'a pas arrêté de reprocher sa frilosité en matière de politique d'asile, de droit du travail et d'intégration scolaire. De l'autre côté il faut admettre que Jean-Claude Juncker fait preuve d'une ouverture d'esprit peu commune parmi les politicien-ne-s luxembourgeois-es, et qu'il a souvent défendu, au moins verbalement, une attitude de générosité envers les étranger-ère-s présent-e-s au Grand-Duché. Il n'a d'ailleurs pas déçu son auditoire - il a réitéré son soutien à l'idée de la double nationalité, tout en précisant que tout le monde ne pensait pas comme lui, s'engageant finalement à peu de chose.

Ecouter

Le 9 avril la deuxième conférence, Catherine Wihtol de Wenden, plutôt que de réaffirmer la valeur de la tolérance et la nécessité d'intégrer les immigré-e-s, a vivement critiqué la politique de fermeture des frontières des gouvernements européens. Sous le titre "Faut-il ouvrir les fron-

tières?", elle a dénoncé l'hypocrisie qui consiste à avancer le principe de l'immigration zéro alors que la globalisation économique et sociale induit des flux de migration qu'on ne sait arrêter (voir encadré).

D'autres conférences sont prévues. Le 24 avril, le commissaire européen Antonio Vitorino viendra exposer la politique de l'Union européenne, fort controversée, en matière de migration et d'asile. Il sera suivi par des expert-e-s exposant l'articulation du phénomène migratoire avec l'éducation, les femmes ainsi que la diversité culturelle.

Parallèlement au cycle de conférences se déroule la préparation d'un colloque scientifique prévu pour les 18 et 19 octobre 2002. Une équipe multidisciplinaire d'une vingtaine de scientifiques luxembourgeois-es et étranger-ère-s travaillera sur les interactions entre migrations et économie d'une part, sur l'impact de l'immigration sur la cohésion sociale de l'autre. Il s'agit pour la plupart de personnes qui, au-delà de leurs qualifications d'expert-e-s, ont eu, au cours des décennies passées, l'occasion de collaborer dans le cadre de divers engagements associatifs tels que l'ASTI ou la revue forum.

Comprendre

Dans le domaine économique, le travail de recherche part d'une vision "grande-régionale" et non nationale du

marché du travail. Une des questions les plus intéressantes concerne les hypothèses sur les secteurs phares de l'avenir et la nature des emplois induits par ceux-ci. Ces emplois, par exemple les services aux personnes - de "Mac-Do" aux baby-sitters - demanderont une qualification moindre et accueilleront la masse des immigré-e-s à venir.

Le "modèle luxembourgeois" de cohésion sociale, à base de concertations et de consensus, restera-t-il applicable dans le contexte d'une présence encore plus massive de travailleur-se-s étranger-ère-s sur le territoire grand-ducal? L'équipe scientifique étudiera les problèmes qui se posent déjà aujourd'hui et risquent de s'amplifier: la deuxième génération d'immigré-e-s manque de possibilités d'ascension sociale, notamment parce que le secteur public, voie de promotion privilégiée des nationaux/ales, s'ouvre difficilement à eux et à elles. Inversement l'ouverture de ce secteur aux étranger-ère-s risque de provoquer une réaction de refus dans une partie de la société et de la classe politique luxembourgeoise.

Débattre

Mais l'objectif de la campagne n'est pas seulement de comprendre, mais d'expliquer. De novembre 2002 à février 2003, sur base des résultats du travail scientifique, l'ASTI prévoit une vaste sensibilisation dans les mé-

dias et par des actions pédagogiques dans les écoles. Enfin, en amont du débat parlementaire sur l'état de la nation, le 22 mars 2003 aura lieu un face-à-face entre les scientifiques et des représentant-e-s de la vie économique, civile et politique du Luxembourg et de la Grande région. Une partie de la journée sera consacrée à la discussion avec des élèves au Campus Geeseknappchen.

Ainsi l'ASTI entend mettre au centre du débat autre chose que le financement des retraites qui nous obligerait à viser les 700.000 habitant-e-s. L'étude du BIT avait montré qu'un coup d'arrêt à l'immigration - planifié ou accidentel - ne conduirait pas seulement à un problème de financement des retraites. Il signifierait aussi une récession économique et, au-delà des conséquences matérielles, sans doute un repli sur soi politique et culturel massif du Luxembourg. Au vu de cette perspective peu réjouissante, la question n'est donc pas si oui ou non nous voulons une immigration, mais bien: comment transformer le Luxembourg afin d'accueillir les immigré-e-s à venir et afin de les intégrer ensuite - ainsi que ceux et celles déjà présent-e-s?

Raymond Klein

www.asti.lu



Les Luxembourgeois sont-ils heureux?, avait demandé Jean-Claude Juncker lors de sa conférence. Sur la photo on voit la case départ du "Voyage pas comme les autres" - un slum quelque part dans le monde. (photos: ASTI)

COLLOQUE

Un siècle d'immigration

Les actes du colloque sur l'immigration du CLAE constituent une excellente base pour toute réflexion sur l'avenir du Luxembourg. L'histoire, la société et l'économie grand-ducales sont marquées par le phénomène migratoire.

Passerelles No 22 "Un siècle d'immigration au Luxembourg", Actes du colloque organisé par le CLAE, 256 pages.

Peut être obtenu par virement de 22 euros sur le compte du CLAE, CCP 18 451-21, avec la mention "Passerelles No 22".

(RK) - Un épais numéro spécial de la revue culturelle thionvilloise "Passerelles" rassemble les actes du colloque du CLAE. Même si de nombreuses contributions sont le fait d'historien-ne-s, l'ensemble est très éloigné d'une brochure commémorative, genre "100 ans d'amis de l'histoire de l'immigration". Les différents sujets traités établissent tout naturellement des liens avec des questions relatives au présent et à l'avenir de l'immigration. Cela est bien résumé par une phrase de Gramsci, citée par Fabrice Montebello dans son introduction: "Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient."

Un cas parmi d'autres

Alimenter l'ensemble de l'espace public luxembourgeois en arguments, en informations, en faits, a été l'objectif déclaré du CLAE en organisant le colloque. Et: contribuer à une réflexion à long

terme concernant la présence des étranger-ère-s au Luxembourg, prendre du recul. Pour cela, une première partie est consacrée, non au Luxembourg, mais à ses régions limitrophes, où l'étude du phénomène migratoire est bien avancée: la Wallonie, la Lorraine et la Sarre. Cela permet de voir que le Luxembourg n'est qu'un cas parmi d'autres en ce qui concerne la venue d'immigré-e-s et l'accueil qui leur est fait.

Pour faire bonne mesure, la contribution de Michel Pauly traite des brassages de populations ayant traversé le Luxembourg depuis la préhistoire jusqu'à aujourd'hui. Le titre provocateur "Les Luxembourgeois ont-ils jamais existé?" s'adresse à tous ceux et celles qui tentent de construire une identité luxembourgeoise "historique" et immuable - afin de pouvoir la défendre contre "les étrangers". Pour l'auteur, au contraire, l'identité luxembourgeoise serait plutôt la résultante

des brassages culturels et migratoires du passé, un point de vue qui permet de considérer avec sérénité les migrations à venir.

Mais la nation luxembourgeoise n'est-elle pas, aujourd'hui, bien plus menacée que jamais auparavant? La subjectivité à la base d'une telle interrogation fait qu'il est difficile de la contredire avec des arguments - on ne peut que la démasquer. Résumant un siècle d'antisémitisme et de xénophobie au Luxembourg, Lucien Blau met en évidence que les mêmes litanies se répètent. Les politiciens de droite et d'extrême droite brosent le tableau d'une communauté de Luxembourgeois "purs" en train d'être submergés par des étrangers toujours plus nombreux. Au fil des décennies se sont succédé-e-s les méchant-e-s Allemand-e-s, Italien-ne-s, Portugais-es et Yougoslaves, et à chaque fois le Luxembourg aurait dû cesser d'exister ...



L'équipe de l'ASTI lors de la visite récente de l'exposition interactive sur les migrations "Un voyage pas comme les autres" à Bruxelles (ouverte encore jusque fin mai).

Est-ce à dire qu'au contraire tout est pour le mieux en matière d'intégration? Albano Cordeiro, pour qualifier l'immigration portugaise, utilise le terme d'histoire d'amour entre travailleurs portugais et patronat grand-ducal. Cela doit nous rappeler que la venue des Portugais-es était avant tout la conséquence d'un choix économique tout à l'avantage du Grand-Duché. Mais d'autres contributions montrent que c'est après l'intégration économique que les problèmes commencent.

Rejet actif et passif

Le travail de Fernand Fehlen met en évidence le rôle de la langue française sur le marché de l'emploi grand-ducal. Or, c'est précisément leur romanophonie qui empêche les jeunes Portugais-es de réussir au début de leur scolarité. Sans diplômes, ils se retrouvent en mauvaise posture face aux frontalier-ères, tout aussi romanophones mais diplômé-e-s. Le système scolaire luxembourgeois transforme en désavantage ce qui pourrait être un avantage pour les immigré-e-s de la deuxième génération.

Ainsi se dégagent des pistes pour l'avenir: l'intégration

dans la société luxembourgeoise passe par de réelles possibilités d'ascension sociale, donc par un système scolaire préparé à accueillir les enfants d'immigré-e-s. Carmen Greisen et Michel Le-grand analysent les déficits au niveau de l'intégration politique: au-delà de la question des droits politiques, il faudrait un effort pour intégrer les immigré-e-s dans la vie de la société.

Signalons enfin la contribution "Immigration: passé et avenir" de Jean Langers. L'auteur présente de nombreuses statistiques sur l'immigration au Luxembourg ainsi qu'une grille de lecture théorique du phénomène de l'immigration. Il oppose les facteurs "push", conditions matérielles et chômage élevé qui poussent les gens à quitter leur pays, et les facteurs "pull", avant tout le besoin de main-d'oeuvre, qui font venir les immigré-e-s.

Le facteur économique

Jean Langers montre que l'immigration au Luxembourg est en partie conditionnée par un marché du travail dual: A côté d'un marché de travail primaire "où une main-d'oeuvre qualifiée, bien rémunérée et bénéficiant

d'emplois stables, travaille sur des équipements performants", existe un marché secondaire, avec des conditions de travail pénibles et des salaires bas. Les nationaux/ales, mais aussi les immigré-e-s de seconde génération, cherchent à quitter ces emplois, créant un effet d'aspiration d'immigré-e-s supplémentaires. On pourrait y voir un des facteurs marquants de l'immigration luxembourgeoise de demain. Notons le caractère descriptif de la contribution, qui nous laisse un peu sur notre faim en matière d'avenir de l'immigration. Comme l'auteur a également été choisi par l'ASTI comme membre de l'équipe scientifique préparant son colloque, plus prospectif, ce n'est peut-être que partie remise.

Dans sa préface, le président du CLAE, Manuel Malheiros, rappelle qu'après un siècle de présence de travailleurs immigrés au Luxembourg, ce sujet vital pour le pays n'avait encore jamais été l'objet d'un colloque scientifique. C'est chose faite désormais.

Ouvrir les frontières!

Lors de sa conférence, Catherine Wihtol de Wenden a touché un certain nombre de sujets sensibles. Nous reprenons quelques-unes de ses explications.

Effets pervers de la fermeture

Plus les frontières sont fermées, plus les gens se sédentarisent ... La grande différence entre l'Est et le Sud, c'est que les gens des pays de l'Est sont maintenant dispensés de visas pour circuler. Cela a produit une grande mobilité plutôt qu'une migration d'installation. Au Sud, du temps où les frontières étaient ouvertes aux salariés, on avait beaucoup d'allers-retours. La fermeture a accéléré la sédentarisation et accentué les fractures de part et d'autre de la Méditerranée.

L'exception et la règle

Aujourd'hui, en Europe, on mène une politique d'entrouverture aléatoire - c'est le contraire de la transparence ... Les régularisations ne sont qu'une gestion à vue de l'immigration suite à l'échec de la politique de fermeture ... Pour coller un peu mieux aux besoins de main-d'oeuvre et aux aspirations des migrants, il faudrait mettre en cause le principe de fermeture des frontières. Actuellement on a inversé la règle et l'exception. La règle devrait être celle de la Déclaration universelle des droits de l'homme: toute personne a le droit de quitter son pays. Or la règle, c'est la fermeture. On vit dans un régime d'exception depuis 25 ans. Il faudrait au contraire énoncer comme principe la libre circulation et formuler ensuite des restrictions temporaires liées à l'ordre public, à la situation de l'emploi, etc.

Le codéveloppement

Il ne faut pas croire que le codéveloppement sera une solution pour l'arrêt de la migration ... Certains disent: "Il n'y a qu'à promouvoir le codéveloppement, et on pourra continuer à fermer les frontières. Pour éviter la circulation des hommes, favorisons la circulation des biens par l'ouverture des marchés." Or, toutes les politiques qui ont essayé de lier codéveloppement et retours ont été des échecs cuisants, même quand on a proposé aux partants un petit capital pour leur réinsertion.

L'observation montre plutôt que la mobilité des hommes et la mobilité des biens vont de pair ... Le développement des pays de l'Est et du Sud s'accompagne de restructurations économiques - et peut conduire à des conditions poussant des gens à partir. Et les immigrés, en retour, favorisent le développement du pays d'origine. Les deux phénomènes ne sont pas alternatifs mais complémentaires, du moins dans le court terme.

Chômage et immigration

Dans la plupart des pays européens, il faudra s'habituer à avoir à la fois des besoins de main-d'oeuvre précis, qualifiés et non qualifiés, et un chômage qui persiste. Les gens scolarisés ici ne sont pas prêts à faire les travaux les plus sales, les plus mal payés, les plus irréguliers dans le temps. Ces travaux sont assumés par les nouveaux venus, souvent des clandestins ... Malgré le chômage des jeunes des banlieues, on les voit mal faire le nettoyage dans le métro. Ce travail est pris par des Africains, venus justement pour faire ce genre de travail ... Il n'y a pas de lien entre chômage et immigration. En France, par hasard, les deux chiffres coïncident, mais en Espagne, il y a beaucoup plus de chômeurs que d'immigrés.

Facteurs pull et push

Les facteurs "pull", c'est-à-dire les facteurs d'attraction, sont plus importants que les facteurs "push", qui poussent les gens hors de chez eux. Ce qui fait migrer les gens, c'est moins la grande misère ou la grande pression démographique que l'imaginaire migratoire, le rêve de l'Eldorado occidental, de la société de consommation, ...

On n'est plus dans l'ère des paysans qui partent pour venir travailler à la chaîne. Les profils des migrants sont aujourd'hui beaucoup plus diversifiés, avec des classes moyennes urbaines, une très forte féminisation, un rajeunissement ... Ce ne sont pas les plus pauvres qui partent, mais les plus informés, ceux qui ont un peu d'argent ...

Réalisme

Il y a un décalage entre le système de fermeture des frontières et la réalité. La réalité, c'est l'aspiration des gens à la mobilité, les pénuries de main-d'oeuvre dans certains secteurs, la préférence de certains employeurs pour une immigration clandestine. C'est aussi le fait qu'aucun pays n'est prêt à renvoyer chez eux tous les gens en situation irrégulière.

Nous sommes entrés dans une grande mobilité mondialisée, qui correspond à une nouvelle façon de vivre ... Plus il y a de mobilité, plus il y a d'échanges économiques, politiques, culturels ... Il faut combler le décalage entre les politiques de fermeture et la réalité. Car la réalité, ce sont aussi des migrants qui meurent, à Gibraltar, à Douvres ou ailleurs.

Catherine Wihtol de Wenden, "Faut-il ouvrir les frontières?", Presses de sciences po, Paris 1999

De gauche à droite, Bernard Langevin, Catherine Wihtol de Wenden et Serge Kollwelter, lors de la conférence du 9 avril.

